



Projet cofinancé par l'Union Européenne – Programme Interreg IIIb Espace Alpin



Moins d'un an après son lancement, DIAMONT est en mesure de présenter les résultats des deux premières études du projet : les effets des différences de culture sur la façon de concevoir le développement régional (WP5) et les avis des experts sur les enjeux essentiels du développement de la région alpine (WP6). Les résultats de la troisième et dernière phase de l'enquête Delphi sont en cours d'examen ; les résultats d'ensemble seront analysés en détail pour déterminer sur quel domaine spécifique les travaux vont porter dans la suite du projet.

Différences d'ordre culturel et développement régional

Le WP5 de DIAMONT avait pour but de mieux comprendre les effets des différences d'ordre culturel sur la façon de concevoir le développement régional dans une perspective de durabilité. Dans un contexte d'influence croissante des processus de globalisation sur l'économie, sur la société et sur l'environnement, les façons d'envisager le développement se rapprochent, les différences d'une région à l'autre étant moins décisives qu'auparavant. Les moteurs du développement régional sont avant tout sur des investissements publics ou privés, des modes de production et de consommation, comme on l'observe notamment pour le tourisme. Relever le défi d'une concurrence à l'échelle planétaire requiert des mesures spécifiques ; les politiques régionales peuvent être vues comme des réponses à la globalisation.

Les résultats de l'étude montrent que tous les pays alpins tâchent de réduire leurs disparités économiques et sociales en améliorant leur compétitivité économique. De ce fait, des facteurs d'ordre socio-économique tels que l'innovation et la productivité tiennent une place de plus en plus significative dans les politiques régionales. La tendance la plus générale est de mettre en avant les atouts et les potentialités des régions, tout en prônant un développement durable, quelle que soit la signification qu'on lui donne. Dans les politiques régionales, ceci se traduit normalement par des efforts en vue donner plus d'effets aux processus participatifs ou intégrateurs et par une recherche d'équilibres dans les prises de décision entre les échelons supérieurs et la base.

Mais dès lors qu'on s'intéresse aux institutions, il apparaît des différences importantes entre pays alpins. Les politiques régionales sont mises en œuvre avant tout par des administrations et des organismes publics, mais selon diverses configurations territoriales, suivant les Etats. On le voit notamment dans les divers échelons territoriaux chargés d'appliquer les mesures. De même, malgré l'implication croissante de la société civile, il subsiste des différences importantes en termes de participation de partenaires privés.

L'étude permet néanmoins d'affirmer que certains facteurs d'ordre culturel qui marquaient traditionnellement les politiques régionales ont de moins en moins d'effets sur ces politiques. Suivre et guider le développement régional implique de prendre en compte des indicateurs permettant de mesurer les progrès vers une durabilité accrue, dans un contexte de globalisation. Cela n'exclut pas pour autant d'intégrer des informations sur les identités régionales ; celles-ci ne sont pas à voir comme des vestiges folkloriques d'époques passées, mais comme des caractères partagés sur lesquels peuvent se fonder des stratégies de réponse aux défis à venir.



Ulrike Tappeiner

Professeur à l'EURAC et à l'Institut de Botanique de l'Université d'Innsbruck
Directrice scientifique du projet DIAMONT

DIAMONT au bout de la première année

Diamont a débuté en mars 2005. Où en sommes nous au terme d'une première année chargée et que seront nos prochaines étapes ?

Comment les experts évaluent le développement des Alpes, quelles tendances leur semblent importantes et déterminantes face aux enjeux-clé du développement à l'avenir ? Ce sont les questions auxquelles ont du répondre un panel d'une cinquantaine d'experts des divers pays alpins dans le cadre du WP6. Bien sûr, leur perception est marquée par leur parcours et leur propre culture. Dans un domaine aussi complexe que le développement durable, il est particulièrement vrai que ce que l'on voit, c'est d'abord ce que l'on sait. Dégager une vision d'ensemble du développement des Alpes implique de comprendre quels facteurs sont considérés comme essentiels et comment situer des différences de perception de leur importance en tenant compte de facteurs culturels. Cette question a été abordée dans le WP5.

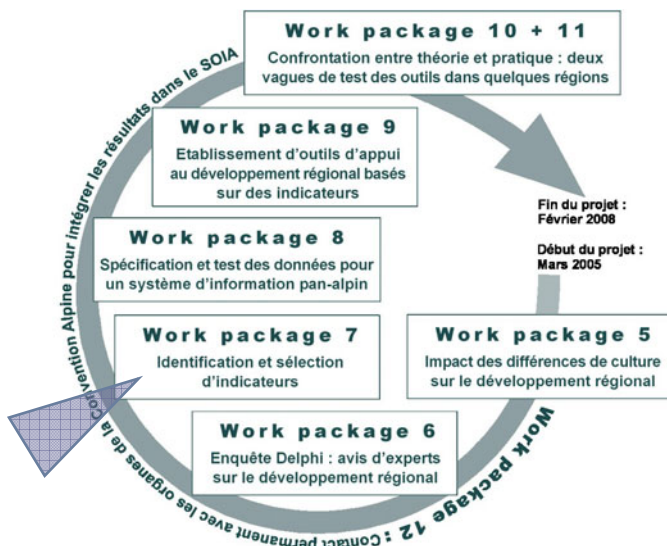
Actuellement, nous cherchons à définir un ensemble d'indicateurs recouvrant les divers aspects du développement durable et aptes à en retraduire les dynamiques. Les théories sur le développement durable et les indicateurs numériques adaptés

remplissent des bibliothèques entières. Mais si vous vous intéressez à des systèmes mis en place et à des dynamiques observées à l'échelle des communes, vous trouverez peu de références. Le WP7 va étudier la bibliographie, voir sur quels résultats elle débouche, les situer par rapport aux avis des experts et voir s'ils sont applicables pour la région alpine. L'objectif est de définir un ensemble idéal d'indicateurs des modes de développement actuels des Alpes.

Tout idéal est difficile à atteindre et les bonnes idées qui permettent de réaliser trois vœux font partie des espèces rares. C'est pourquoi l'équipe chargée du WP8 devra déterminer quels sous-ensembles d'indicateurs pourront être établis en pratique. Il s'agira de vérifier la disponibilité des données, de mettre des ensembles de variables en relation avec les divers aspects de la durabilité et de les regrouper par référence aux trois piliers de la durabilité. Les indicateurs qu'on peut établir s'appuieront de ce fait sur des approches plus théoriques de la façon dont se structurent les questions de durabilité du développement. Certains indicateurs pourront apparaître redondants, mais cela doit permettre d'illustrer les mêmes aspects de la durabilité à partir de données de qualité variable. Mais il ne sera pas possible de régler les problèmes statistiques.

De plus, beaucoup d'indicateurs restent dans les tiroirs car les décideurs ont du mal à les comprendre ou les rejettent. Pour l'éviter, nous nous efforcerons dans WP8 de saisir de quelle information les décideurs ont besoin pour évaluer actuellement le développement et pour déterminer quelles stratégies seront à mettre en place à l'avenir. Nous allons repérer les manques ou les déformations d'information qui nous mettront en garde vis à vis du risque de prendre des décisions erronées ou de susciter inutilement des conflits d'intérêts.

Enfin, il est important de comprendre si, dans les débats compliqués sur les enjeux du développement, les différences de position tiennent à des différences d'importance accordée aux divers aspects du développement ou à des divergences d'opinion sur l'efficacité des outils ou instruments des politiques de développement. Beaucoup de malentendus peuvent être évités à l'aide de démarches participatives. A partir du WP précédent, WP8 prévoit de développer un outil en appui à ce type de démarche.



Un peu moins de 12 mois après le début du projet, les deux premières études réalisées dans WP5 et WP6 sont en phase finale. Il s'agira cette année de définir un ensemble idéal d'indicateurs et d'identifier les données disponibles.

Des nouvelles concernant l'espace alpin

Assemblée annuelle 2006 de la CIPRA à Bad Hindelang

L'assemblée annuelle de la CIPRA aura lieu du 18 au 20 mai prochain en Allemagne à Bad Hindelang. Le thème de cette année est l'accroissement des risques naturels et les effets du changement climatique sur les activités touristiques dans les régions alpines. Des exemples de bonnes pratiques seront présentés à partir du projet DYNALP (informations sur le site <http://www.cipra.org>).

32^{ème} réunion du Comité Permanent de la Convention Alpine

Elle se tiendra au 4 au 6 avril en Italie à Bolzano.

Exposition "Avec le nez dans les montagnes" sur les odeurs dans les Alpes

Vous avez jusqu'au 12 février pour sentir 50 odeurs différentes des Alpes avec votre nez, au musée alpin du Club Alpin d'Allemagne à Munich.

L'Union Européenne a signé trois protocoles de la Convention Alpine

Le Conseil des Ministres de l'Environnement de l'UE a autorisé le 2 décembre dernier la Commission à signer trois protocoles supplémentaires de la Convention Alpine : les protocoles tourisme, énergie et protection des sols, ce qui est un signe encourageant de l'intérêt porté aux questions alpines. Mais l'Union Européenne n'a encore ratifié aucun protocole ; ceux-ci ne sont pas applicables juridiquement (source : CIPRA International).

Développement du réseau européen des régions sans OGM

Le Tyrol, la Basse-Autriche et le Piémont ont rejoint, lors d'une conférence tenue à Rennes le 1 décembre dernier, le réseau des régions sans organismes génétiquement modifiés. Ces nouvelles adhésions portent à 38 le nombre des régions qui renoncent volontairement à utiliser des OGM dans l'agriculture (informations en allemand sur le site <http://www.genfood.at>).

Nouveau schéma de développement pour la région alpine rhénane

Le 1^{er} décembre dernier, la Commission internationale gouvernementale de la région alpine rhénane (IRKA) et l'Autorité de réglementation du Rhin (IRR) ont présenté un nouveau schéma de développement dans l'objectif du développement durable de cette zone naturelle et économique importante. Il prévoit d'améliorer la protection contre les inondations et la qualité des écosystèmes et des ressources d'eau souterraines, et d'encourager le recours à des énergies renouvelables (informations sur le site <http://www.alpenrhein.net>).

La "commune de l'avenir" en 2005 : Tschlin, en Engadine (Suisse)

Un jury international a décerné le titre de "commune de l'avenir" pour 2005 à Tschlin. La récompense de 4000 € va à ce village qui vient de créer une bière écologique locale, la "Biera Engadinaisa". Cette initiative en faveur de l'agriculture et du tourisme doux génère de la valeur ajoutée dans toute la région. Le concours était sous l'égide du réseau "Alliance dans les Alpes" (informations sur le site <http://www.alpenallianz.org>).

Un nouveau projet de recherche européen : AWARE – Available Water Resources in Mountain Environments (juillet 2005 à juillet 2008)

Le projet prévoit de fournir des outils de suivi et de prévision des ressources en eau et de leur répartition dans des bassins-versants alimentés en grande partie par la fonte des neiges dans les Alpes (informations sur le site <http://www.aware-eu.info>).

Schiestlhaus, le premier bâtiment qui ne consomme pas d'énergie dans les Alpes

Le Club touristique autrichien a inauguré en septembre dernier le Schiestlhaus (Mt. Hochschwab/, Autriche), qui de conception entièrement écologique et intègre divers aspects pour économiser l'énergie, comme la construction en bois, l'autosuffisance énergétique avec le solaire pour l'eau chaude et l'électricité photovoltaïque, le traitement biologique des déchets et l'utilisation de l'eau de pluie. L'initiative vient du Ministère autrichien des transports (informations sur le site <http://www.hausderzukunft.at>).

WP6 : la ligne d'arrivée est en vue

L'enquête Delphi s'achève. Près de 50 experts ont participé au début de cette année à la dernière phase de l'enquête. Les phases précédentes avaient permis de mettre en cohérence les enjeux alpins identifiés en les reliant à des grands enjeux pertinents pour le développement futur des régions des Alpes.

WP6 fait l'hypothèse que malgré leur complexité, ces grands enjeux peuvent être traités en suivant un nombre réduit de phénomènes, qui sont des faits ou des tendances en rapport avec ceux-ci. Ces phénomènes donnent une traduction concrète à ces enjeux ; à leur tour, ils devront être observés à l'aide de données ou d'indicateurs. Dans ce contexte, la dernière phase de l'enquête faisait appel à la sagacité des experts, en leur demandant d'apprécier dans quelle mesure ils estimaient que divers phénomènes étaient des bons révélateurs des caractéristiques essentielles des grands enjeux et de la façon dont ils pourront évoluer. Nous présentons pour l'instant un résumé des résultats essentiels de cette dernière phase de l'enquête. Le rapport d'ensemble du WP6 sera beaucoup plus complet, puisqu'il dressera un tableau d'ensemble des enjeux actuels et futurs des Alpes et indiquera quels aspects essentiels devront être pris en compte pour analyser les différences d'importance de ces enjeux selon les régions des Alpes.



Vincent Briquel avait la responsabilité de l'enquête Delphi

Vis à vis de chaque enjeu, il avait été demandé aux experts de situer la pertinence de 8 à 12 phénomènes. Il n'est pas étonnant que les experts aient eu des appréciations sensiblement divergentes, car le questionnaire ne s'attachait pas aux phénomènes les mieux connus, mais à certains phénomènes dont la pertinence méritait d'être vérifiée.

Ainsi, pour aborder l'enjeu "désertification des zones rurales périphériques" dans sa dimension actuelle ou pour le futur, la plupart des experts ont estimé essentiel de s'intéresser à la faiblesse croissante de l'armature de services publics ou privés ou au rôle grandissant des revenus annexes pour assurer le maintien d'activités agricoles. En revanche, ils ont moins insisté sur les incertitudes des aides publiques au développement

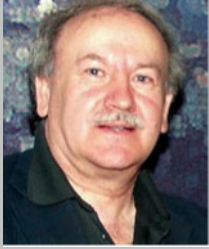
régional. Pour l'enjeu "gestion à long terme des forêts alpines", les nouveaux usages des forêts comme ressource respectueuse de l'environnement (biomasse et autres) seraient à suivre à l'avenir mais pas dès à présent. Le fait que l'on s'intéresse de plus en plus aux zones laissées en état semi-naturel pour développer certaines attractions touristiques leur a semblé anecdotique, et de plus discutabile en termes de durabilité. Pour l'enjeu "pressions liées aux transports", les experts se sont intéressés à la réduction du trafic dans les zones sensibles, mais en tant que vœu pour le futur. En comparaison, l'accroissement des pollutions dans les vallées étroites au long des axes de transit leur a semblé un phénomène avéré et indiscutable. Enfin, pour l'enjeu "innovation et compétitivité économique", la plupart des experts estiment que pour l'instant, les Alpes ne se sont pas réellement engagées dans les activités à haute technologie, mais qu'elles vont se développer à l'avenir, au besoin en liaison avec des entreprises extérieures. Dans ces conditions, le manque d'esprit d'entreprise ne leur semble ni prouvé, ni un handicap insurmontable.

Les problèmes vont s'aggraver à l'avenir

Dans la plupart des cas, les experts ont estimé que les phénomènes étudiés allaient prendre de plus en plus d'importance à l'avenir. De plus, la plupart des phénomènes en rapport avec l'enjeu "effets du changement climatique" ne seront significatifs qu'à long terme, comme par exemple les difficultés à avoir de l'eau de bonne qualité et à l'utiliser pour produire de l'énergie, du fait de sa raréfaction. Mais l'augmentation de risques naturels comme les glissements de terrain, les coulées boueuses ou les inondations les amène à juger que l'insécurité croissante est dès à présent un phénomène à ne pas négliger.

Une des raisons des différences d'avis des experts tient à ce qu'ils ont préféré se référer à leur pays ou à leur région, car souvent il leur était difficile d'avoir des opinions valant pour l'ensemble des Alpes. Ainsi, tous les experts n'ont pas été d'avis qu'il y ait de moins en moins de touristes extra-européens venant dans les Alpes. Cela signifie que toutes les régions alpines n'ont pas les mêmes possibilités de capter ce type de clientèle, que certains experts considèrent comme un marché porteur.

A la fin du questionnaire il avait été demandé aux experts d'indiquer, de leur point de vue, quels enjeux seraient les plus importants parmi ceux étudiés dans l'enquête. Les pressions liées au trafic ou l'innovation et la compétitivité économique passeraient avant la gestion des forêts alpines ou même la marginalisation des zones rurales périphériques, mais en fait, aucun enjeu ne se détache significativement du lot. En fait, la plupart des experts situent l'importance de ces enjeux pour les politiques de développement régional, ce qui peut signifier qu'ils ont privilégié les enjeux de court ou moyen terme. Il reviendra à DIAMONT de prendre en compte ces avis, ainsi que d'autres considérations, pour décider quel domaine d'enjeu sera étudié en détail dans la suite du projet.



Concentration dans les vallées et marginalisation des zones rurales : des problèmes de durabilité du développement dans l'Espace Alpin

Interview de Peter Hasslacher

Interview réalisé par Sigrun Lange en décembre 2005

Peter Hasslacher dirige le département Aménagement du territoire et protection de la nature du Club Alpin autrichien, qui est lui-même membre du club Arc Alpin. Il est l'une des personnes-ressources les plus compétentes pour les questions de développement des Alpes. Membre du conseil scientifique du projet DIAMONT, il le fait bénéficier de son expérience et de ses connaissances.

SL : Quelles seront les questions-clé pour le développement des Alpes à l'avenir ?

PH : Dans un futur proche, les processus de concentration dans les zones les plus favorables et la marginalisation croissante des zones rurales vont devenir des problèmes majeurs. La question essentielle va être de savoir comment les politiques vont combler les écarts entre les deux types de régions concernées. Les communes, les Etats fédéraux ou centraux et l'Union Européenne n'agissent pas assez ensemble. Beaucoup de régions sont laissées en proie à des doutes sur leur identité. Comment vont elles se positionner et se présenter face au public ? Quelle image de marque représentent elles ?

SL : Des initiatives comme INTERREG ou la Convention Alpine ne visent elles pas à rééquilibrer ces différences ?

PH : Jusqu'à présent, ni INTERREG; ni les projets LEADER, ni la Convention Alpine n'ont été en mesure de résoudre des problèmes. On a écrit beaucoup de textes, mais sans encore de garantie de mise en oeuvre des idées proposées. Ainsi, le protocole Transport de la Convention Alpine a fait l'objet de débats pendant 17 ans, mais l'Union Européenne ne l'a pas encore signé (ndlr : à la date de l'interview). Dans l'intervalle, la nature des enjeux et le contenu des discussions ont changé. Cela montre bien qu'il s'écoule trop de temps entre la perception d'un problème, sa discussion publique et la réaction politique.

SL : Les questions concernant l'espace alpin semblent elles pertinentes aux yeux des décideurs politiques ?

PH : Les responsables politiques se sont beaucoup intéressés à l'arc alpin dans la seconde moitié des années 70. De nombreux experts se sont fait les apôtres de ces questions, dont notamment Walter Danz, qui était alors président de la CIPRA, ou Klaus Töpfer, qui est devenu Ministre Fédéral de l'Environnement en Allemagne de 1987 à 1994. L'engagement pan-européen a atteint son point culminant en 1978, lors de la conférence "Le devenir de l'Espace Alpin" organisée par le Conseil de l'Europe en Suisse à Lugano, et lors d'un séminaire sur les problèmes d'aménagement du territoire dans les régions de montagne tenu lui aussi en Suisse, à Grindelwald. Actuellement, on compte divers projets scientifiques ou intégrateurs, mais sans voir d'application dans les politiques concepts qu'ils proposent. Malgré l'approbation de la Convention Alpine, il n'y a pas de

politiques alpines d'ensemble. De plus, on manque d'experts motivés pour aborder les questions des régions alpines.

SL : Quelle est la situation dans le Tyrol, qui est un Etat fédéral typiquement alpin ?

PH : Le Tyrol manque d'un plan régional de développement. Du fait d'une planification spatiale insuffisante, les actions en faveur du développement sont de moins en moins bien coordonnées. Pendant près de 40 ans, le Tyrol s'est intéressé presque exclusivement au tourisme hivernal. Seuls quelques villages, comme Vent dans l'Ötztal ont suivi d'autres voies : en 1980, ce village alpin s'est opposé au projet d'équipement du glacier du Hochjochferner pour le ski d'été. Depuis, ces villages misent sur le tourisme de randonnée. Mais actuellement, la zone est menacée par un autre projet : la TIWAC, qui est la compagnie d'électricité du Tyrol, veut construire un barrage au dessus des "Rofenhöfe" de Vent. Les camions allant ou venant du chantier vont gêner le tourisme doux. Il semblerait que même des zones protégées ne soient pas épargnées et laissées à l'écart de projets de développement non durables.

SL : Peut on concevoir une amélioration de la situation ?

PH : Bien sûr. Au gouvernement provincial du Tyrol, Anna Hosp coordonne désormais l'établissement d'un schéma du Tyrol pour le futur ("Leitbild Zukunftsraum Tirol"), qui est attendu pour la mi-2006. Cet outil encadrera le développement spatial du Tyrol pour une période de 10 ans.

SL : Est ce que la Convention Alpine vous semble un bon instrument de promotion du développement durable ?

PH : Le Schéma de Développement de l'Espace Communautaire (SDEC) de 1999 n'a pas été appliqué au niveau régional. La Convention Alpine pourrait pallier cette carence, mais son secrétariat permanent, à Innsbruck, n'a pas assez de pouvoir et n'a pas encore trouvé ses marques. Mais il y a eu des projets innovants qui sont venus de discussions menées dans le cadre de la Convention Alpine, comme le réseau Alliance dans les Alpes, auquel participent 160 communes, ou le Réseau Alpin des Espaces Protégés, ou Via Alpina. Mais la Convention Alpine butte sur les mêmes difficultés que beaucoup d'autres idées. Au départ, l'atmosphère des dis-

cussions est euphorique ; on cherche à marquer des progrès. Mais au bout d'un certain temps, chacun retourne à ses occupations habituelles. Le grand idéal, le sensationnel ne sont plus au rendez-vous.

SL : Votre point de vue sur les efforts menés par la Convention Alpine en vue de créer un système d'observation pan-alpin (le SOIA) ?

PH : Ces efforts sont d'autant plus importants qu'il n'y a pas de système de suivi organisé sur l'ensemble des Alpes. Au moins en Allemagne, les documents de planification donnent une vue d'ensemble des processus de développement, mais rien de tel n'existe sur l'ensemble de

l'arc alpin. Il existe une forte demande, mais la mise en place du SOIA va être un véritable défi. Des projets comme DIAMONT vont aider à aller de l'avant

SL : Quels résultats attendez vous de DIAMONT ?

PH: J'espère que DIAMONT va aider à mettre en évidence l'interdépendance de la planification régionale au sein des Alpes. Je considérerai que le projet aura été un succès si et seulement si les résultats sont mis à la disposition des décideurs politiques et traduits dans des politiques en cours, comme dans la formulation des schémas du Tyrol ou des Alpes rhénanes pour le futur. J'aimerais bien que DIAMONT puisse servir à résoudre les vrais problèmes !

De nouvelles publications sur les questions alpines

“TirolCITY – Des nouvelles formes urbaines dans les Alpes” (de/en)

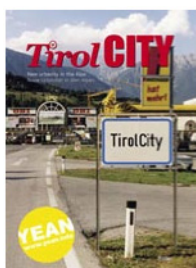
Cet ouvrage présente le concept innovant des “Jeunes architectes européens” (YEAN) qui définissent l'ensemble de la zone du nord du Tyrol comme une grande ville, appelée “TirolCITY” (www.tirolcity.com). Des images satellitaires montrent que les zones urbanisées se fondent dans une vaste agglomération. La vallée de l'Inn et ses affluents sont vues comme une seule zone habitée, avec des caractéristiques réellement urbaines.

YEAN (Hg.) (2005) : TirolCITY. New Urbanity in the Alps / Neue Urbanität in den Alpen. Folio Verlag. Wien-Bozen. ISBN 3-85256-319-4.

“Une nouvelle vie dans les Alpes : initiatives, modèles et projets d'agriculture biologique” (de)

Cette nouvelle publication traite de l'importance de l'agriculture biologique dans les Alpes et des formes d'éco-tourisme prometteuses, comme les hôtels écologiques ou l'agritourisme. Il souligne l'impact des projets de développement financés par l'Union Européenne. L'auteur se concentre sur cas de l'Autriche, mais fait des comparaisons avec diverses régions alpines, en France, en Suisse, en Bavière ou en Slovénie.

Haid, Hans (2005) : Neues Leben in den Alpen. Initiativen, Modelle und Projekte in der Bio-Landwirtschaft. ISBN 3-205-77251-2.



calendrier du projet DIAMONT

10 et 11 mars 2006 : Réunion de suivi du projet à Ljubljana, Slovénie.

27 janvier 2006 : date limite de l'envoi des réponses au questionnaire de troisième phase l'enquête Delphi à Vincent Briquel

1er septembre 2005 – 28 février 2006 : troisième période de reporting du projet DIAMONT pour les partenaires

17t avril 2006 : envoi des rapports d'activité de la troisième période au coordinateur du projet

28 avril : envoi des rapports financiers de la troisième période au coordinateur du projet

mise à jour du site web

Le site web de DIAMONT fournit des informations sur la structure du projet, les partenaires, le calendrier et l'avancement des divers WP. Voir <http://diamont.uibk.ac.at>

coordonnées et contacts

Coordinateur et responsable

Université Leopold Franzens d'Innsbruck (LFUI) - Institut de Géographie - Innrain 52, A-6020 Innsbruck

Contacts

Professeur Axel Borsdorf - Tél. 0043-(0)512-507-5400
Axel.Borsdorf@uibk.ac.at

Sigrun Lange - Tél. 0043-(0)512-507-5413
Sigrun.Lange@uibk.ac.at

Direction scientifique

Professeur Ulrike Tappeiner (EURAC, LFUI) - Tél. 0043-(0)512-507-5923 ou 0039-0471-055-301
Ulrike.Tappeiner@uibk.ac.at

Erich Tasser (EURAC) - Tél. 0043-(0)512-507-5978
Erich.Tasser@eurac.edu

Christina Seidl (EURAC) - Tél. 0039-0471-055-319
Christina.Seidl@eurac.edu



Cofinancement par l'Union Européenne
Programme Interreg IIIb Espace Alpin



Participer au projet DIAMONT : un bon outil en appui à la recherche, à l'information et à la coopération dans le cadre de la Convention Alpine

Paolo Angelini, Ministère de l'Environnement et du Territoire d'Italie

Participer au projet DIAMONT en tant qu'observateur a été pour moi jusqu'à présent une expérience intéressante. En plus de la méthodologie scientifique utilisée pour développer le projet, un des aspects qui ont le plus de portée est l'identification et l'analyse de certains enjeux-clés auxquels les pays alpins ont été confrontés au cours des années récentes. DIAMONT a aussi fait preuve de sa capacité à développer des collaborations entre organismes impliqués. Ces deux aspects sont fondamentaux pour tous ceux qui travaillent à la mise en œuvre de la Convention Alpine et de ses protocoles.

Le ministère italien de l'Environnement et du Territoire travaille depuis longtemps avec l'Académie Européenne de Bolzano, qui accueille depuis 2003 la cellule opérationnelle du Secrétariat Permanent de la Convention Alpine. Nous avons déjà exprimé notre soutien au projet MONDIALP initial et affiché notre souhait d'y être impliqué comme observateur.

Le projet DIAMONT répond à des besoins d'information particulièrement ressentis par les organismes chargés de la mise en œuvre de la Convention Alpine. Il représente une occasion unique de rassembler selon une méthode scientifique solide des informations utiles sur les enjeux alpins et d'identifier les problèmes les plus urgents de cette région, méritant une attention particulière.

La méthode scientifique mise en œuvre dans DIAMONT est en effet destinée à repérer quelles questions pose le développement durable dans les régions alpines. A mon avis, en répondant à des questions élémentaires, comme quels sont les besoins les plus urgents de ces régions, ou dans quels domaines faut-il renforcer les coopérations ou développer des recherches spécifiques, ce projet doit aussi aider à suggérer des solutions pratiques.

A cet égard, la Conférence Alpine a une forte volonté politique de développer dans les prochaines années des projets communs impliquant toutes les parties contractantes dans des domaines prioritaires, notamment ceux traitant de questions abordées dans les protocoles. Certaines priorités figurent dans le programme de travail 2005-2010 de la Conférence Alpine.

La démarche appliquée par les participants au projet DIAMONT se fonde notamment sur des recueils d'opinions exprimées à la fois par des personnes résidant des Alpes et par des experts ayant une expérience professionnelle dans la zone alpine.

La méthode prend en compte les besoins des populations des Alpes et les points de vue d'experts, qui peuvent être des scientifiques ou des responsables traitant de questions spécifiques aux Alpes, à qui il a été demandé

d'exprimer comment ils voyaient les problèmes essentiels et le développement futur des Alpes, et quelles seraient leurs attentes. Les questions qui ressortent de cette investigation ont le mérite d'avoir été dégagées par des personnes ayant eu l'occasion de travailler directement sur le terrain. De ce fait, il s'agit sans doute de questions des plus intéressantes au niveau alpin.

Un traité international à portée régionale comme la Convention Alpine vise à rechercher des objectifs communs et à mettre en place des politiques communes sur un espace physique et naturel soumis à des juridictions différentes selon les Etats.

Le projet DIAMONT est bien conscient de ce que la mise en œuvre d'un traité international ne dépend pas seulement de décisions internes prises par chacun des gouvernements, mais aussi de la coopération entre les diverses parties.

Les parties contractantes à la Convention Alpine veulent développer une politique commune de protection et de développement durable de la région alpine. Elles essaient de se mettre d'accord pour effectuer en commun des travaux et pour promouvoir une coopération dans la durée, selon les dispositifs prévus par la Convention Alpine. De mon point de vue, les bénéfices à attendre de ce type de coopération se rapportent aux possibilités qu'elle offre d'une part pour mettre en évidence les inégalités de développement au sein de la région alpine, et en conséquence pour promouvoir des politiques adaptées, et d'autre part pour donner un appui à des actions transfrontalières en faveur du développement durable, notamment au niveau local.

Pour cela, il serait utile de bien comprendre que les politiques en faveur de la montagne ne peuvent se réduire à des actions visant à compenser les handicaps physiques, comme pour l'agriculture, ou à des mesures concernant l'exploitation de certaines ressources particulières dont les usages ne peuvent être que saisonniers.

Il y a d'autres ressources, il y a des facteurs et même des valeurs qui méritent qu'on y prête plus d'attention. C'est le cas depuis quelque temps pour certaines d'entre elles, comme la santé ou le bien-être physique et psychique, qui résultent d'un cadre de vie sain et soigné, de la qualité des paysages, de valeurs culturelles et de l'authenticité des produits.

Ainsi, les questions dont DIAMONT souligne l'importance sont des pistes de réflexion pour développer des actions de coopération entre les divers pays alpins. Les participants DIAMONT auront eu le mérite de leur fournir à cet effet une information de qualité.